



AEF Dépêche n°560850 - Paris, le 20/04/2017 19:54:00
- Urbanisme et Aménagement -

Compte : Sylvie.thomas (115651) - 90.83.112.50 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Cinq représentants de candidats s'expriment sur leur vision de la politique de la ville face aux associations d'élus

Par **Shahinez Benabed**

La commission "Politique de la ville et cohésion sociale" de l'AMF, France urbaine et Ville & Banlieue, auditionnait, mercredi 19 avril 2017, les représentants des principaux candidats à la présidentielle. L'objectif : s'informer sur les visions et les projets parfois très différents portés par les prétendants à l'élection en matière de politique de la ville, un sujet qui "n'est jamais" mis "en avant dans les débats", fait valoir Jean-Luc Moudenc, président LR de France urbaine. Il indique par ailleurs que les associations d'élus prendront contact, après l'élection, avec le responsable de la politique de la ville du nouveau gouvernement, et l'inviteront à s'exprimer le 28 juin prochain devant la commission.

Alors que le premier tour de l'élection présidentielle se déroule dimanche 23 avril prochain, quelle vision portent les candidats vis-à-vis de la politique de la ville - une thématique "jamais mise en avant dans les débats", et quels sont leurs projets pour le prochain quinquennat ? Voici quelques-unes des questions auxquelles la "commission politique de la ville et cohésion sociale" de l'AMF, France urbaine et Ville & Banlieue a souhaité répondre, en auditionnant, mercredi 19 avril 2017, les représentants de cinq candidats, à savoir : Emmanuel Macron (En Marche), François Fillon (LR), Marine Le Pen (FN), Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise), et Benoît Hamon (PS). (Retrouvez également leurs propositions sur notre comparateur de programmes)

ENTRE AVANCÉES ET "FAILLITE" DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Ainsi, invité à dresser un bilan des actions mises en œuvre dans le cadre de cette politique vieille de 30 ans, Philippe Dallier, sénateur LR de Seine-Saint-Denis et représentant de François Fillon, critique les dispositions de la loi SRU, et notamment son article 55 (1) (lire sur AEF), en considérant qu'il "faut regarder" au cas par cas son application sur les territoires, en allant au-delà du "simple pourcentage imposé, qui n'est pas le plus adapté". Il tient en revanche à souligner que "la réforme de la géographie prioritaire" (lire sur AEF), mise en œuvre sous le quinquennat de François Hollande, est "une bonne réforme, qui prend en compte le critère unique de revenus".

Un avis également partagé par le représentant de Benoît Hamon, le député SER de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg, qui salue les avancées de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine mettant en place cette réforme.

VERS UNE VISION PLUS GLOBALE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Pour autant, selon Daniel Goldberg, "un aspect" a "peut-être manqué jusque-là", celui d'une "vision plus large portée de manière continue", faisant que "la politique de la ville ne soit pas une politique des quartiers en difficultés", mais bien de la ville dans son ensemble. Jeannick Le Lagadec, adjointe au maire (parti de gauche) de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) approuve. La représentante de Jean-Luc Mélenchon, considère en effet que concentrer "dans un même territoire les personnes les plus modestes, a créé d'incroyables dégâts, et produit un véritable apartheid social et culturel", alors qu'il faudrait "faciliter les parcours résidentiels" et éviter "les quartiers de riches" d'un côté et "les quartiers de pauvres" de l'autre.

Conformément au discours de Marine Le Pen qu'il représente, Mikaël Sala s'est montré le plus critique. Le secrétaire départemental du FN 95 assure ainsi avoir "vu des endroits évoluer en mal malgré les 100 milliards d'euros dépensés, ou plutôt engloutis en 30 ans dans la politique de la ville." La cause, selon lui, tient au fait qu'"on a voulu intégrer des populations immigrées dans des proportions intenable dans ces quartiers [...], on a délaissé l'assimilation et l'intégration des nouveaux arrivants, et acheté la paix sociale à coup de subventions". Mettant également en avant "la violence" qui sévit "dans ces quartiers et l'essor du fondamentalisme musulman", il parle d'une "faillite de la politique de la ville", qu'il souhaiterait voir rebaptisée "politique de la banlieue", la banlieue signifiant selon lui le "lieu de la mise au ban".

Au nom d'Emmanuel Macron, Jean-Jacques Bridey, maire PS de Fresnes (Val-de-Marne), explique qu'une transformation est prévue pour, notamment, "recentrer la politique de la ville sur les personnes, plus que sur les territoires". "Il faut laisser le temps de digérer ce qui a déjà été voté" (2) considère pour sa part Daniel Goldberg qui rassure sur les intentions de Benoît Hamon : il ne s'agira pas de créer "une nouvelle loi sur la politique de la ville".

Du côté des participants, c'est la volonté de Marine Le Pen "de rééquilibrer la politique de la ville vers les zones désertifiées et rurales", qui a suscité quelques inquiétudes. Mais la candidate Frontiste "ne dit pas non plus qu'on arrêtera complètement de financer la politique de la ville", soutient Mikaël Sala. Ce qu'elle propose c'est un rééquilibrage du territoire", pour aider les zones rurales délaissées. Insistant par ailleurs sur la notion de "privilège d'être français" portée par sa candidate, il précise que la volonté du FN de réserver le logement social "aux Français", sera "sans effet rétroactif".

ANRU : ENTRE MAINTIEN, RÉFORMES, ET CONSULTATION

S'agissant de la rénovation urbaine, la France Insoumise entend "réformer l'Anru pour qu'elle soit financée par l'État" et promouvoir "la réhabilitation en faveur des économies d'énergie plus que les démolitions". Jeannick Le Lagadec précise par ailleurs que la volonté de Jean-Luc Mélenchon de ne pas augmenter les loyers en cas de rénovation concernera aussi les charges.

Du côté du FN, Mikaël Sala ne répond pas "exactement sur les modalités de la rénovation urbaine", prévues par Marine Le Pen. Laquelle mettra en place "une culture de la consultation", pour voir "ce qui est à modifier et ce qui est à garder". Mais, considérant que la rénovation urbaine "a certainement eu des effets bénéfiques pour certains grands groupes du bâtiment, qui ont souvent eu recours à de la main-d'œuvre étrangère", il indique que "la priorité sera donnée [à l'emploi] dans les PME locales".

Sur les moyens alloués à l'Agence, Jean-Jacques Bridey, qui considère que la baisse des crédits de l'Anru est une "erreur", rappelle qu'Emmanuel Macron souhaite monter son budget "progressivement à 10 milliards d'euros". Philippe Dallier précise pour sa part que "les engagements formulés depuis 2012 seront tenus" par François Fillon, mais qu'il ne prend "pas l'engagement d'aller au-delà".

L'ÉCHELON INTERCOMMUNAL SOUVENT JUGÉ APPROPRIÉ

La question de l'échelon le plus pertinent pour mener cette politique en faveur des quartiers prioritaires a également été abordée. Si pour le représentant d'Emmanuel Macron, il s'agit de donner "plus de latitude à l'intercommunalité", Philippe Dallier (LR) appelle à ce que la mise en œuvre "reste communale".

Jeannick Le Lagadec critique, pour la France insoumise, les métropoles jugées comme étant "des monstres anti-démocratiques", et refuse qu'un "maire d'une autre ville décide pour une autre commune". Elle considère néanmoins que les communes peuvent "tout à fait" s'entendre "entre elles pour mener des projets", dans le cadre, par exemple des contrats de villes. "C'est toute la différence qui existe entre les mariages et les mariages forcés", estime-t-elle.

À l'issue de ces échanges, Jean-Luc Moudenc, président de France urbaine, précise que les associations d'élus prendront contact avec le nouveau responsable de la politique de la ville du nouveau gouvernement, et l'inviteront à s'exprimer le 28 juin prochain devant la Commission.

ISF sur le patrimoine : les élus interrogent la réforme voulue par Emmanuel Macron

Les participants ont également interpellé le représentant d'Emmanuel Macron concernant une mesure phare du candidat : celle de remplacer l'ISF par un "impôt sur la fortune immobilière", qui selon un participant, "inquiète les promoteurs". Jean-Jacques Bridey se veut rassurant : selon lui, cet impôt sur la fortune immobilière n'entraînera pas de changement par rapport à l'ISF qui pèse déjà sur le patrimoine. "Nous n'allons pas alourdir la fiscalité à ce niveau". En clair, le changement porte selon lui sur l'exonération des valeurs mobilières jusque-là prises en compte ce qui fera que "l'ISF produira donc moins de recettes".

(1) qui impose à certaines communes de compter 20 % ou 25 % de logements sociaux d'ici 2025.

(2) Un statut quo qui n'empêchera pas le candidat de poursuivre certaines réformes, comme celle concernant les valeurs locatives.